



Caisse d'Allocations Familiales
des Pyrénées-Orientales
112, rue Docteur Henri Ey
66019 PERPIGNAN CEDEX

**ACCORD CADRE
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-ORIENTALES**

Accord-Cadre de travaux n°2025-03

**Travaux d'Aménagements AGILE au siège
de la Caisse d'Allocations Familiales des
Pyrénées-Orientales**

MAITRE DE L'OUVRAGE : Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales
112 Rue du Docteur Henri Ey
66 019 PERPIGNAN CEDEX 9

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES**

Famille : 99.10

Etabli en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Article Préliminaire

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) est commun à tous les lots et fixe les conditions selon lesquelles l'Organisme contractant entend passer un accord cadre à bons de commande pour la réalisation de travaux d'aménagements AGILE au siège de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales.

La qualité des matériaux et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux prescriptions des documents techniques ci-après. Ces prescriptions doivent être considérées comme servant de base minimale aux prestations demandées.

Article 1 – Parties contractantes

Le présent accord cadre est conclu entre :

1. La Caisse d'Allocations Familiales des PO

112 rue Henri Ey
66000 PERPIGNAN CEDEX 9

Représentée par **Monsieur Pierre-Marc BOISTARD Directeur**, représentant le pouvoir adjudicateur.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales des PO.

2. La Société désignée dans le présent C.C.T.P par l'expression « titulaire ».

Article 2 – Prescriptions Générales

2.1 Exécutions des travaux

Le démarrage des prestations de chaque corps d'état pour chaque espace, intervient par Ordre de Service.

L'Ordre de service et le planning sont à retourner signés avant le début des travaux de chaque phase.

Avant chaque opération, le prestataire est tenu de communiquer à la Maîtrise d'Ouvrage la liste des salariés amenés à intervenir sur site.

Les travaux d'Aménagements AGILE auront lieux exclusivement au siège de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées orientales situé :

Caisse d'Allocations Familiales des PO

112 rue Henri Ey
66000 PERPIGNAN CEDEX 9

Les interventions doivent être programmées entre 8H00 et 16H00 du lundi au vendredi pour l'ensemble des lots.

Il est rappelé que la réalisation des travaux se fera en milieu occupé et que les titulaires des différents lots devront prendre leurs dispositions pour engendrer le moins de nuisances possibles.

Les travaux seront réalisés par zones d'intervention préalablement programmées afin que les agents CAF occupants cette zone soit déplacés ou mis en télétravail pendant la durée de l'intervention.

2.2 Sécurité des travailleurs – Plan de prévention

2.2.1 Généralités

En ce qui concerne la sécurité des travailleurs, l'entrepreneur s'engagera à respecter scrupuleusement les mesures générales de sécurité. Conformément aux lois et règlements en vigueur, **l'entreprise établira un plan de prévention** comportant au moins :

- La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- Les instructions à donner aux salariés ;
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
- Les conditions de la participation des salariés d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement ;
- La liste des postes occupés par les salariés susceptibles de relever de la surveillance médicale particulière.

Ce plan de prévention pourra être modifié en cours de marché à la demande des deux parties. Des comptes rendus d'inspection préalable pourront être réalisés si des risques spécifiques non mentionnés dans le plan de prévention général apparaissent.

Les travaux seront réalisés en milieu occupé.

2.2.2 Sécurité, conduite à tenir en cas d'accident

Le représentant de la CAF se réservera le droit d'interdire à l'entrepreneur l'accès aux installations, s'il constate que les équipements de sécurité individuels ou collectifs font partiellement ou totalement défaut.

En cas de blessure ou de malaise, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les services de secours. Il préviendra le Maître d'Ouvrage et rédigera un rapport circonstancié à son attention.

2.2.3 Vêtement de travail

Le titulaire devra équiper son personnel d'une tenue vestimentaire correcte, sans signes ostentatoires. Le personnel devra porter sur la tenue le badge adhésif, à son nom, qui lui sera remis chaque jour, à son arrivée sur site.

Le personnel devra être doté de gants et chaussures de sécurité et de tous les équipements de sécurité nécessaires à la prestation.

2.2.4 Outillage

Le personnel intervenant sur les différentes installations devra posséder son propre outillage et ce dernier devra être adapté aux prestations à effectuer. De même l'Entrepreneur devra fournir l'outillage nécessaire au nettoyage des zones de travaux après son intervention.

2.2.5 Règlement intérieur

Le règlement intérieur de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales ainsi que son annexe sanitaire sont applicables, ils sont consultables sur simple demande auprès du service GRH.

Un seul véhicule de l'entreprise est autorisé à stationner dans l'enceinte de la caisse.

Le distributeur de boissons / alimentation est réservé au personnel de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales.

Article 3 – Etendue des prestations

Tous les travaux s'entendent complètement exécutés et parfaitement finis.

En conséquence, Le Titulaire devra exécuter comme faisant partie intégrante de son forfait, tous les travaux et fournitures accessoires à la parfaite finition des ouvrages de son corps d'état, qu'ils soient ou non mentionnés au présent C.C.T.P. ou sur les plans.

❑ Les travaux comprennent d'une manière générale (liste non limitative)

- La reconnaissance et travaux préparatoires des subjectiles ;
- La fourniture et mise en oeuvre de tous les produits, matériaux et engins nécessaires à la parfaite finition du travail ;
- L'exécution des surfaces témoins avant le début des travaux pour accord du Maître d'ouvrage ;
- La préparation des surfaces en fonction des subjectiles et des sous-couches (égrenage, décapage, ponçage, dépoussiérage, ...) ;
- Les retouches nécessaires après ajustage des menuiseries, ventilo-convecteurs, pose des sols et accessoires divers ;
- Les essais sur les ouvrages terminés ;
- Les instructions pour le nettoyage et l'entretien ;
- La réfection des ouvrages défectueux à la réception des travaux ;
- Les signalisations ;
- La réparation des dégâts causés par les salissures de ses produits ;
- Les nettoyages et échafaudages nécessaires ;
- La fourniture du certificat de garantie des matériaux conformes à la réglementation ;
- L'assurance de l'assistance technique de la Commission d'homologation des PVC (conditions d'application à respecter) ;
- L'enlèvement des gravats de toutes natures et des déchets des autres corps d'état ;
- La protection primaire des ouvrages le nécessitant et destinés à être peints.

☐ **Prestations non comprises au forfait**

- Les raccords et réparations dus aux autres corps d'état,
- La dépose et repose des appareils d'équipement,
- La réfection des gros accidents de surface à l'intérieur.

Article 4 – Lot n° 1 : Déménagements

4.1 - Prestation

La prestation consiste à sortir, stocker dans une zone dédiée, puis, une fois les opérations de travaux réalisées, mettre en place, un nouveau mobilier dans les locaux de la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales (fauteuils, caissons, bureaux, crédences, armoires, ...) et des éléments compris dans ces meubles.

Le titulaire fournira 2 semaines avant les opérations de déménagements, des cartons et des rouleaux de gros ruban adhésifs afin que les agents de la CAF des PO y déposent leurs effets pour un stockage dans une zone dédiée.

Les locaux concernés par les interventions seront vides de tout personnel.

Le titulaire réalisera les opérations de déménagement du mobilier par zone puis procèdera sous la direction de l'équipe technique de la Caisse d'Allocations Familiales à la dépose et la repose de cloisons mobiles de type CLESTRA.

Les armoires des bureaux sont plus hautes que les portes. En conséquence, il faudra enlever les étagères, puis coucher l'armoire pour passer les portes.

Le matériel informatique devra être emballé dans des cartons avant d'être stocké. L'appareillage sera débranché par la Caf des PO au niveau des prises d'alimentation et des connexions entre les différents matériels.

L'entreprise devra également mettre dans des caisses, par catégories, le câblage passant dans le mobilier.

Par opération (aménagement et réaménagement), l'équipe intervenante doit comporter un **agent qui sera présent au cours de ces 2 interventions** pour le bon suivi des opérations (consignes, ...).

Présence obligatoire sur site (Siège Caf) à 08h00.

Les zones de stockages sont sur le site, au plus près de la zone de transfert, suivant les disponibilités.

Des chariots avec bacs ou autres solutions doivent être prévus par le prestataire.

Dans le cadre de la politique de développement durable, il sera demandé au Titulaire d'utiliser exclusivement des bacs réutilisables en matières plastiques recyclées ou des cartons fabriqués à

partir de fibres recyclées et/ou de fibres de bois issues de forêts gérées durablement (label PEFC, FSC ou équivalent).

Les cartons et caisses ainsi que les fournitures et accessoires divers (étiquettes, bull pack, bandes adhésives ...) nécessaires au transfert seront à la charge du Titulaire. Il mettra ces fournitures à la disposition de la CAF, en quantités suffisantes, au minimum dix (10) jours avant le début de l'opération.

Les opérations ont lieu sur le bâtiment principal du site du siège de la CAF des PO. Quelques opérations nécessiteront des transferts du 2ème au -1 (escalier intérieur ou par l'extérieur) et sur le siège du bâtiment principal au bâtiment annexe (< 100 m).

4.2 - Nettoyage

Après chaque intervention, le titulaire devra laisser propre les locaux dans lesquels il est intervenu. Il sera chargé d'évacuer l'ensemble des déchets qu'il aura produit à l'extérieur du site de la CAF, afin de les déposer dans les structures spécialisées.

4.3 - Dégradations

Les manutentions à effectuer se feront avec le maximum de précautions de manière à éviter la dégradation, même légère, des objets déplacés, des sols, des murs, des portes, des ascenseurs et, en règle générale, des biens de la CAF, quels qu'ils soient. La réparation de toute dégradation, de quelque nature qu'elle soit, sera à la charge du Titulaire et devra être réalisée sous 15 jours.

4.4 - Lettre de voiture et suivi d'opération

Le prestataire est tenu de faire un point de situation sur site entre 2 opérations avec la personne référente de l'organisme.

A l'issue de chaque opération exécutée par le Titulaire, la personne chargée du suivi de ce contrat, parallèlement aux opérations de vérifications, décrites dans le présent marché, signera la lettre de voiture et la fiche de suivi d'opération que lui présentera le responsable d'opération. Il sera porté sur cette fiche de suivi d'opération toutes les observations qui semblent pertinentes sur l'exécution et la réception de la prestation.

En cas de dommage, le représentant de la CAF précisera le détail de celui-ci sur la lettre de voiture et fera la déclaration du sinistre par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les meilleurs délais, auprès du Titulaire.

Article 5 – Lot n° 2 : Sols/Peinture

5.1 – Reconnaissance des existants

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

Le marché est donc contractuellement réputé tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux

accessoires et autres nécessaires, même s'ils ne font pas l'objet d'une description particulière dans le présent CCTP.

Pour chaque opération, il appartiendra au prestataire de vérifier les métrés indiqués, les surfaces données ici, le sont à titre indicatif.

L'Entrepreneur prend toutes les précautions qui s'imposent envers les installations mobilières et immobilières de la CAF.

Il est responsable de toutes les dégradations qui pourraient être occasionnées et doit entièrement supporter les frais de remise en état sans pouvoir prétendre à une indemnité.

5.2 – Sols

5.2.1/ Préparation des supports existants

Les travaux devront être conformes aux règlements en vigueur et notamment aux documents suivants : DTU N°53, notamment 53.2 et Normes Françaises en vigueur

Les travaux comprendront :

- Le tracé du trait de niveau déterminant les arases de sol fini.
- La définition exacte des épaisseurs de revêtements afin d'assurer le même niveau fini dans tous les locaux.
- La fourniture et la mise en oeuvre des produits de lissage.
- La fourniture et la pose des revêtements compris ingrédient et sujétions diverses.
- Les dispositifs d'interdiction d'accès aux pièces, en cours de travaux et pendant les délais subséquents de protection de ces revêtements.
- Le nettoyage des revêtements
- Les protections par tous moyens appropriés à la nature du revêtement.

L'Entrepreneur fournira une note définissant les éléments mis en oeuvre : revêtements, colles, etc... Il fournira en outre les adresses et références des fabricants et fournisseurs, ainsi que leurs procès-verbaux:

- de tenue au feu
- de classement UPEC.

Spécifications techniques et divers

➤ Supports

La nature et la finition des supports seront livrées conformément aux tolérances définies au lot chargé de la mise en oeuvre.

Un ragréage doit être implicitement sur tous les supports recevant un revêtement de sol collé prévu par l'Entrepreneur dans le cadre de son marché de travaux. Ce ragréage sera du même classement de résistance que le revêtement de sols qu'il recevra.

L'entrepreneur veillera lors de l'application de ce ragréage à la mise en oeuvre contre les plinthes bois, qui devront être préalablement protégées avant application, le produit ne devra pas laisser de vide entre la sous face des plinthes et le sol.

Les dispositifs de précaution de préparation des ouvrages en vue de la pose sur terre-plein devront être appréciés par l'Entreprise qui mettra en oeuvre ces dispositifs en fonction des caractéristiques des supports et des revêtements.

➤ Matériaux

Le stockage des matériaux sera fait dans les conditions satisfaisantes pour ne pas nuire à leur nature.

Ils devront satisfaire au classement UPEC correspondant à l'utilisation des locaux.

➤ Avis technique

L'avis technique indiqué représente un minimum à obtenir, l'Entreprise toutefois s'assurera du degré de performance, compte-tenu du classement UPEC, réaction au feu, stabilité lumière, résistance thermique et conductibilité, électrisation statique pour les locaux traités.

Un justificatif sera fourni au Maître d'Ouvrage.

Il en sera de même pour les performances acoustiques du matériau.

Préparation des supports

Prévoir un enduit de ragréage de sol auto lissant, classé P3, en tous produits 2 kg au m², sur plancher existant, afin d'avoir le même plan sur tout le niveau.

Prévoir toutes reprises nécessaires de dalle ou de chape pour mise à niveau, aux endroits des sols défectueux et tous les travaux nécessaires pour la mise en place du revêtement de sol.

Prévoir également le traitement des joints de dilatation ou fractionnement si nécessaire.

5.2.2/ Fourniture et pose de revêtement de sol PVC

Localisation :

Salle de Créativité NEOULOUS R+2 : **56 m²**

Fourniture et mise en œuvre de revêtement de sol PVC de type SARLON TRAFIC de chez FORBO en lé 19dB ou équivalent. Le coloris sera laissé au choix du Maître d'Ouvrage.

Le revêtement sera du groupe T d'abrasion et composé d'une double couche compacte armaturée sur dossier de mousse renforcée.

Le revêtement PVC sera doté d'un traitement facilitant l'entretien et évitant toute métallisation pendant toute la durée de vie du matériau.

Il comportera un traitement bactériostatique et fongistatique renforcé par un traitement antibactérien et antifongique à base d'ions d'argent.

Mise en œuvre conformément au Cahier des Charges du Fabricant (le Fabricant doit obligatoirement toute assistance technique pendant le déroulement du chantier). Les travaux comprendront toutes sujétions de ragréage du support, collage en plein avec colle spéciale, marouflage des joints soudés à chaud, calfatage en rive, découpes diverses, soudures, traitements des joints de dilatation, etc...

- Lès de 2.00 m de large.
- Epaisseur totale _ 3.4 mm
- Epaisseur de la couche d'usure _ 0.90 mm
- Masse surfacique totale _ 3.00 kg/m².
- Classement U.P.E.C : U4.P3.E2/3.C2.
- Efficacité acoustique : delta LW _ 17 dB.
- Classement au feu (NF EN 13501-1) : Bfl-s1

- Poinçonnement rémanent (NF EN 433) : 0.08 mm
- Toutes teintes au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant.

La pose des sols souples se fait dans les conditions thermiques prescrites par le fabricant et conformément aux conditions de mise en œuvre, stipulées dans l'avis technique.

La planéité des surfaces revêtues doit être telle qu'à la règle de 2 m n'apparaisse aucune différence supérieure à :

- 3 mm sur l'ensemble des surfaces.
- 1 mm au droit de l'alignement des joints.

Les arasements doivent être parfaitement réalisés.

- Les lès sont collés sur toute leur surface ou sont à pose tendue, selon localisation.

Les lés sont disposés de la façon suivante :

- Dans leur plus grande longueur et avec une largeur maximale limitant le nombre de joints.

- Les joints sont perpendiculaires à la face éclairante et sont soigneusement marouflés.

- Ne sont pas tolérés les joints dans la largeur des lés.

La planéité des sols, ainsi que de l'adhérence des revêtements de sols sont de la responsabilité du présent lot.

Lorsque l'Entrepreneur a terminé une pièce, celle-ci doit être débarrassée de toutes chutes, de tous emballages et autres qui sont sortis des bâtiments et enlevés aux décharges publiques sélectives. Aucune trace de ragréage, colle et autre ne doit apparaître sur les plinthes, murs, menuiseries, blocs-portes et appareillages. Dans le cas contraire, tout ou partie d'ouvrage déprécié de ce fait sont remplacés par l'Entrepreneur.

Barres de seuil

L'entreprise veillera à la dépose et la repose avec soins des barres de seuils existantes.

Leur emplacement devra être repéré afin de repositionner les barres à l'identique après travaux.

Dans le cas où certaines barres devraient être remplacées, elles feront l'objet d'un devis préalable sur la base ci-dessous.

Fourniture et pose de barres de seuils demi-bombées en acier inoxydable poli de 30 mm de largeur posées à mi feuilure.

Fixations par vis inox à tête fraisée demi-ronde dans chevilles expansives et trous tamponnés.

Habillages des seuils à chaque changement de nature de revêtements de sols.

L'entrepreneur veillera à retirer les plastiques de protection des barres de seuil avant réception.

5.3 Peinture

5.3.1 Préparation des supports existants

L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux préparatoires tels que brossage, égrenage, ponçage, rebouchage etc. qui sont nécessaires pour obtenir des finitions convenables et en rapport avec la nature des locaux.

Toutes les opérations accessoires telles que les ponçages, rebouchages, bandes de calicot, masticages, rechampissages etc. sont implicitement comprises dans les conditions du marché.

Préparation des supports existants suivant NF P 74-201-1, article 4 – Les systèmes de peinture, Tableaux des travaux préparatoires et de finition, tableau n°22 :

Anciens fonds peints :

- brossage, époussetage
- lessivage pour repeindre
- grattage des parties mal adhérentes
- ouverture des crevasses
- impression
- rebouchage et/ou calicotage des fissures
- ponçage pour réfection de peinture sur toile de verre
- raccords d'enduit
- enduit non repassé
- évacuation des déchets

5.3.2 Peinture velours sur murs existants

Application de peinture velours sur murs, comprenant :

Préparation des supports comme définie à l'article décrit ci-avant.

- Egrenage, brossage
- Rebouchage à l'enduit repassé
- Ponçage
- 1 couche d'impression

- État de finition recherché :

Aspect : velours

Finition : 2 couches de peinture velours répondant à la norme NF Environnement afin de réduire les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- L'ensemble compris rechampissages, protections, échafaudages si nécessaires, tous détails et sujétions de mise en œuvre.
- Teintes au choix du Maître d'ouvrage, compris sujétions de polychromie.

5.3.3 Peinture sur ouvrages bois

Application de peinture glycérophthalique sur les ouvrages bois, comprenant :

Préparation des supports neufs

- Brossage à sec
- Impression Glycéro microporeuse ou similaire
- Rebouchage à l'enduit Glycéro
- Ponçage

Préparation des supports anciens

- Décapage des anciennes peintures et vernis
- Grattage, lavage, rinçage et ponçage
- Impression Glycéro microporeuse ou similaire
- Rebouchage à l'enduit Glycéro
- Ponçage

État de finition recherché :

2 couches de peinture laque Glycéro satinée, couleur au choix du Maître d'Ouvrage